

Table ronde**Bifani souhaite réorienter l'épargne vers les secteurs productifs**

« Le Liban présente un cas d'école au niveau des déséquilibres financiers internationaux, probablement parce que tout, ou presque tout, y est permis. » C'est ainsi que le directeur général du ministère des Finances, Alain Bifani, a débuté son allocution lors d'une table ronde organisée hier par l'Université Saint-Joseph sur les enjeux de la finance internationale, et réunissant également Benoît Cœuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne, Samir Assaf, directeur général de la banque d'investissement à HSBC, et Jamil Baz, responsable en chef des stratégies de placement au fonds américain GLG Partners.

Alors que les différents intervenants ont dressé un panorama des défis actuels pour la

finance mondiale – comme le rôle de l'euro dans le système monétaire international, la place de la Chine dans les échanges financiers ou l'évolution des politiques monétaires des grandes banques centrales –, M. Bifani s'est concentré sur les causes et conséquences sur l'économie d'un système financier reposant sur une stratégie de captation de l'épargne internationale alimentée par une spirale de l'endettement public et privé. « Le vrai problème, c'est que nous sommes en train de perdre l'utilité de cette masse (d'épargne) existante », s'est dé-solé M. Bifani.

Autre problème de taille : les effets de cette situation sur les inégalités. « Environ 60 % du pouvoir d'achat est concentré dans les mains de 3 % de

la population. Nous sommes dans une structure qui pénalise le travail au profit du capital. L'impôt touche principalement le salarié, qui souffre de la baisse du pouvoir d'achat, alors qu'un propriétaire foncier n'est par exemple pas imposé lorsqu'il vend un terrain », constate Alain Bifani.

Pour sortir de cette spirale, il appelle à une concertation entre l'État et le secteur financier pour réorienter l'épargne vers les secteurs productifs et une réforme fiscale plus favorable au travail. « Cela se traduirait par une baisse des coûts de production, une exposition moindre au problème du déficit de la balance commerciale et une revalorisation de la valeur du travail », s'enthousiasme-t-il.